

Brochure n° 3030

**Convention collective nationale**

IDCC : 2567. – **INDUSTRIE DES GLACES,  
SORBETS ET CRÈMES GLACÉES**

---

■ *Journal officiel* du 11 décembre 2008

**Arrêté du 3 décembre 2008 portant extension d'un accord conclu  
dans le cadre de la convention collective nationale de l'industrie  
des glaces, sorbets et crèmes glacées (n° 2567)**

NOR : MTST0828881A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 20 mars 2007 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 3 juillet 2007, portant extension de la convention collective nationale de l'industrie des glaces, sorbets et crèmes glacées du 3 mars 2006 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 29 février 2008 relatif à l'amélioration du régime de prévoyance, conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 4 juillet 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords) rendu en séance du 27 novembre 2008,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de l'industrie des glaces, sorbets et crèmes glacées du 3 mars 2006, les disposi-

tions de l'accord du 29 février 2008 relatif à l'amélioration du régime de prévoyance, conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée.

L'article 9 est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article 7-1 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989, la couverture du risque décès devant inclure une clause de maintien de la garantie décès en cas d'incapacité de travail ou d'invalidité.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 décembre 2008.

Pour le ministre et par délégation :  
*La sous-directrice des relations individuelles  
et collectives du travail,*  
E. FRICHET-THIRION

*Nota.* – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/21, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.